



C E T R I

ANALYSE 2020  
27 novembre

Centre tricontinental

## ALGERIE : LE « HIRAK », UN SOULEVEMENT POPULAIRE ET PACIFIQUE

Entretien<sup>1</sup> avec Louisa Dris-Aït Hamadouche

**Le 22 février 2019, les Algérien.ne.s sortent dans les rues pour s'opposer au cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika. Le « hirak » (le mouvement) est né. Depuis, tous les vendredis, des manifestations monstres ont lieu. Le caractère pacifique de ce soulèvement constitue une force fédératrice. Mais son avenir dépend largement de l'émergence de nouveaux acteurs, ainsi que des liens entre revendications socio-économiques et politiques.**

*Depuis le 22 février 2019, l'Algérie connaît une mobilisation populaire inédite. Peut-être pourriez-vous commencer par revenir sur la genèse de ce mouvement ? Qu'est-ce qui explique ce soulèvement à l'encontre du cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika, alors que le quatrième mandat n'avait finalement suscité que relativement peu d'opposition ?*

La principale différence entre le quatrième et le cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika est que le premier était politiquement inacceptable, tandis que le second était non seulement inacceptable sur le plan politique, mais aussi insoutenable sur le plan moral et éthique. En 2014, le candidat était déjà extrêmement diminué par son AVC, mais son incapacité à gouverner n'en était qu'à son début. À l'époque, l'opposition, une partie de l'opinion publique ainsi qu'une partie de l'establishment au sein même du pouvoir avaient exprimé, avec plus ou moins de force, leur refus de mener le pays dans une impasse. Mais cette contestation était restée circonscrite. Par contre, en 2019, l'Algérie est depuis cinq ans dans une situation tellement inquiétante que l'ensemble de la société prend conscience du danger et se révolte.

### Le temps du « hirak »

*L'Algérie s'était maintenue « à l'écart » des révolutions arabes de 2011. Assiste-t-on à un printemps arabe à retardement ou le mouvement participe-t-il plus de l'histoire nationale des conflits sociaux ?*

Peu importe. Les deux réponses se rejoignent car le printemps arabe fait lui-même partie de l'histoire nationale des conflits sociaux. En 2011, les autorités algériennes pouvaient encore mobiliser les ressources de leur résilience. Elles ont puisé dans la légitimité sécuritaire en faisant peur aux Algériens. Elles ont promis des réformes politiques et puisé massivement dans la rente pétrolière pour augmenter les transferts sociaux, les salaires et les dividendes. En 2019, les Algériens ont beaucoup moins peur qu'auparavant. Ils ne croient plus aux promesses du gouvernement et savent parfaitement que l'économie, en crise, ne peut plus être aussi généreuse que par le passé. Je crois que, tout simplement, 2011 comme 2019, fait partie du cours « naturel » de l'histoire qui, en perpétuelle mouvement, est faite de flux et de reflux de la contestation.

<sup>1</sup>. Entretien réalisé en octobre 2020 par Frédéric Thomas, chargé d'étude au CETRI.

*Rappelons les grandes étapes du hirak : le départ de Bouteflika et le retrait du premier ministre, Ahmed Ouyahia, en avril 2019, le report des élections au 12 décembre 2019, au cours desquelles est élu Abdelmadjid Tebboune à la présidence de la République, et l'irruption de la pandémie du covid-19, qui a – provisoirement ? – freiné ou interrompu le mouvement. Comment la contestation a-t-elle évolué au cours de ces mois ? Et quelle est la situation actuelle ?*

La crise sanitaire a donné un répit aux autorités politiques, mais a aggravé la situation socio-économique et la crise de confiance. En effet, les intimidations, les arrestations et les emprisonnements se sont multipliés contre les militants et les journalistes. Un nouveau code pénal, jugé liberticide par les avocats et les organisations de défense des droits humains, a été voté. Quant aux médias publics (et beaucoup de médias privés), ils sont devenus totalement hermétiques à la critique.

Durant cette période, le soulèvement populaire a été privé de l'expression la plus visible de son existence, à savoir les manifestations de rue. Je rappelle que la suspension de ces marches et rassemblements est une décision prise au sein du hirak, après avoir pris conscience de la dangerosité de la situation sanitaire. Beaucoup de militants du hirak se sont reconvertis dans les actions de solidarité, en prodiguant les produits de première nécessité aux familles fortement impactées par le confinement.

De ce point de vue-là, le soulèvement a fait preuve d'une maturité indéniable. Cette maturité est aussi visible dans le fait que la fermeture des espaces publics et médiatiques a été compensée par l'utilisation massive des réseaux sociaux afin d'organiser des débats, des forums de discussion, des conférences. Un espace dans lequel la diaspora algérienne en Europe et sur le continent américain a joué un grand rôle.

*Un autre angle pour appréhender le temps de ce mouvement est sa double inscription dans les manifestations hebdomadaires des mardis (manifestations des étudiant-e-s) et vendredis (journées de mobilisation générale), et dans le temps long de l'histoire. La dynamique du hirak l'a amené à revenir sur l'histoire de l'Algérie – plus particulièrement autour de l'indépendance – et à contester son héritage au pouvoir. Cet ancrage particulier dans le temps et ce rythme contribuent-ils à dessiner de nouvelles formes de revendication et d'organisation ? Pourquoi, contrairement à des soulèvements dans les pays voisins, l'occupation de l'espace est-elle épisodique (deux fois par semaine) et non permanente ?*

La périodicité des manifestations est devenue « le » sujet de débats au sein du hirak, au cours des dernières semaines avant sa suspension volontaire. Je crois que jusqu'à l'élection présidentielle, les Algériens pensaient qu'il fallait éviter les risques de dérapage et mener une contestation qui ne porte pas atteinte à la bonne marche des institutions, de l'administration ; de la vie quotidienne en somme. Le souvenir de la désobéissance civile menée au début des années 1990 n'est sans doute pas étranger à cette prudence. En revanche, le passage en force de décembre 2019 et l'imposition du fait accompli malgré le refus populaire massif, a remis en avant la question de l'intensification de la mobilisation (*el tassiid* ou l'escalade). C'est la raison pour laquelle les manifestations du samedi ont commencé, avec leur lot de répression et d'arrestations.

## **Slogans et revendications**

*Le « non au cinquième mandat » constituait le mot d'ordre rassembleur. Mais, très vite, revendications et slogans se sont radicalisés, pour rejeter la classe gouvernante dans son ensemble – « qu'ils dégagent » – et exiger un changement du « système ». Qu'est-ce qui explique le passage accéléré à des revendications si larges et structurelles ?*

Je crois que cette accélération est logique à plus d'un titre. D'abord, les Algériens savent que depuis des décennies, ils changent de président sans jamais changer de système de gouvernance. Ils savent donc que la façade politique a peu de poids dans la mise en place des règles qui fixent le jeu politique, la représentation, les choix économiques, les libertés publiques, etc. Si cette conviction était inconsciente, latente, au sein de la majorité, elle est devenue évidente avec le quatrième mandat. Cinq années durant lesquelles l'Algérie a été gouvernée, mais pas par son président qui n'en était plus capable. Cela a donc logiquement conduit le hirak à réclamer, non plus le changement du symbole de la gouvernance, mais la gouvernance elle-même.

*Nombre de commentateurs ont souligné l'humour, l'inventivité et l'ironie des banderoles et mots d'ordre lors des manifestations. On note aussi l'importance des chants populaires ou celui – « La Casa del Mouradia » – des partisans des supporters d'un club de foot, et l'implication de chanteurs et chanteuses dans le mouvement. D'où viennent cette créativité et cet humour, qui n'apparaissent pas dans les protestations précédentes en Algérie, et paraissent moins présents dans les révolutions arabes ?*

Le hirak désigne un mouvement « populaire ». Cette qualification n'est pas un euphémisme. Sa constitution sociologique reflète réellement la réalité de la population. Or, le peuple algérien, comme d'autres évidemment, s'est toujours singularisé par un sens de l'humour corrosif, y compris dans les situations les plus difficiles. La Casa del Mouradia est porteuse de plusieurs messages. Elle reflète d'abord l'importance de ce qu'on appelle le « supportérisme » ; cette jonction entre sport et militantisme politique. Elle traduit aussi la richesse de la culture algérienne à travers l'usage de plusieurs langues. Surtout, cet hymne révèle une analyse précise de la façon dont les mandats successifs d'Abdelaziz Bouteflika se sont déroulés et la profondeur de la colère qu'ils ont fait naître auprès d'un public qui n'était pas dupe.

*Vous avez écrit que « le rejet d'un cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika a été le ciment du hirak ». Bouteflika parti, reste-t-il un autre élément fédérateur ? La revendication d'un État civil démocratique et non militaire ? Ou le départ de l'ancien président a-t-il contribué à défaire l'unité du mouvement ?*

Le rejet du cinquième mandat est l'évidence qui a fédéré de la façon la plus large qui soit. Personne ne pouvait plus défendre cette idée, pas même l'entourage proche du président. Mais comme je le disais précédemment, le hirak est très vite passé à une revendication supérieure dans laquelle figure l'État civil. Cette exigence est restée très mobilisatrice ; d'autant que l'État était de facto dirigé par un militaire, le défunt chef d'état-major. Elle s'est poursuivie avec l'élection présidentielle très contestée : avant, pendant et après son déroulement. *In fine*, le hirak a considéré que le nouveau président avait été porté par l'institution militaire, qui rétablissait ainsi sa traditionnelle vitrine civile, tout en préservant le monopole de la décision.

*Les slogans les plus mobilisateurs ne sont-ils pas d'ordre négatif ? Existe-t-il une revendication commune « prospective » ? L'idée de transition ou d'assemblée constituante font-elles consensus ? Et jusqu'à quel point le « système » avec lequel finir, ainsi que la société vers laquelle aller, sont-ils clairement appréhendés ?*

Par définition, la contestation recèle toujours une part de négation importante. On conteste, on rejette, on se révolte fatalement « contre » quelque chose... Ceci étant, les slogans sont aussi porteurs de nombreuses revendications d'affirmation : État civil, transition démocratique, justice indépendante et médias libres sont quelques exemples très significatifs des demandes qui fédèrent (dans) le hirak. Quant à la question du projet de société, il est clair qu'il s'agit d'une question discutée dans d'autres cadres que celui des manifestations. Beaucoup de collectifs, de forums et de débats ont eu lieu, avec comme point de convergence la nécessité d'une transition démocratique pacifique.

## **Populaire et national**

*Ce soulèvement populaire est inédit par son ampleur, son intensité et son inscription sur l'ensemble du territoire national. Les manifestant-e-s n'ont cessé de célébrer la nation, le peuple : « Les Algériens sont des frères ». Ces dernières années, comme vous-même l'avez analysé, les luttes en Algérie étaient circonscrites, relevant de revendications d'ordre d'abord identitaire, comme en Kabylie par exemple, ou de conflits locaux, enfermés par la stratégie gouvernementale dans des corporatismes régionaux, ethniques, linguistiques ou confessionnels (Hamadouche, Zoubir, 2018). À cela s'ajoutent les déséquilibres territoriaux et les inégalités entre le Nord et le Sud du pays. Qu'est-ce qui fait que la stratégie classique du pouvoir, « diviser pour mieux régner » – notamment à travers la criminalisation du port du drapeau amazigh et l'instrumentalisation de la religion – n'ait pas réussi (jusqu'à présent) ? Qu'est-ce qui fait la force de la solidarité nationale du mouvement ? Les questions, objets de discordes, sur ce qui fait la nation algérienne, notamment la place de l'islam, sont-elles discutées ou simplement mises en suspens pour l'instant ? Quel est le risque d'une crispation identitaire et d'un éclatement de l'unité du mouvement ?*

Dans une certaine mesure, le hirak a permis d'acter les questions qui sont définitivement résolues au niveau populaire. L'observation de la façon dont les « hirakistes » ont réagi aux tentatives de division que vous citez, nous amène à la conclusion suivante : les clivages d'ordre identitaire et idéologique ne conduisent pas (plus) à des (bi)polarisations au niveau de la base populaire. Bien au contraire. À plusieurs reprises, les manifestants n'ont pas hésité à se déplacer d'une wilaya (département) à une autre pour défiler aux côtés de leurs concitoyens. Cela a été le cas notamment de la capitale où convergeaient les hirakistes des wilayas environnantes, mais pas seulement. Des déplacements ont aussi été observés lorsqu'une wilaya est le théâtre de répression, en signe de soutien et de solidarité nationale. Il s'agit là d'une réponse claire à des tentatives de division qui sont devenues, aux yeux de la majorité de la population, tout à fait évidentes. Rappelons que les précédents de divisions sur des bases linguistiques, régionalistes et idéologiques sont légion. Le hirak, jusqu'à présent, tente de retenir les leçons du passé.

*À y regarder de plus près, on voit un mouvement auto-organisé plutôt que spontané, qui met en avant son caractère national – la prolifération de drapeaux en témoigne – et populaire, incluant un large spectre social, ethnique et intergénérationnel du pays. Mais, en-deçà de ce rassemblement et de la visibilité des clubs de supporters de foot, des femmes et des jeunes, présents en masse, est-il possible de dégager un portrait sociologique plus détaillé de cette mobilisation ? Quelles organisations ou quels types d'organisation y sont les plus actifs ? Jusqu'à quel point toutes les classes sociales issues de tout le pays s'y font-elles entendre ? Ou le hirak est-il d'abord l'expression de la colère d'une jeunesse urbaine ?*

La contestation du 22 février est très différente dans la forme comme dans le fond de toutes celles précédentes, où seule une frange de la société était active. D'un point de vue sociologique, le hirak rassemble toutes les générations ; de celles qui ont vécu la guerre et l'indépendance, à celles qui sont nées pendant le règne d'Abdelaziz Bouteflika, en passant par celles qui ont subi les années de violence fratricide, dans la décennie 1990. Le hirak s'est illustré par la forte présence des femmes aux côtés des hommes. Cette mixité a vraisemblablement contribué à maintenir le caractère pacifique des manifestations, malgré les provocations qui visaient à les faire basculer dans l'émeute. Il a aussi mobilisé des citoyens et des ruraux, la classe moyenne et les gens économiquement défavorisés. On y trouve des progressistes, des conservateurs et des islamistes. Cette très grande diversité explique sa longévité et la difficulté des gouvernants à le contenir, le récupérer et à y mettre fin, contrairement à une contestation qui serait le fait d'une seule frange de la société.

*Comme vous l'évoquez, les femmes sont particulièrement visibles dans ces mobilisations. Cette visibilité tient-elle plus d'un effet d'optique, de la plus grande sensibilité ou médiatisation de cette présence, ou d'une force réelle ? Jusqu'à quel point est-elle organisée ? Les organisations de femmes et féministes sont-elles fortes en Algérie en général, et dans le hirak en particulier ? Il ne semble pas cependant que cette présence massive influe sur les revendications : aucune revendication « genrée » n'a émergé ? Est-ce là le revers de l'unité nationale mise en avant ?*

Les femmes sont effectivement très présentes dans toutes les manifestations, tant celles du vendredi que celles du mardi. À Alger, un carré féministe s'est constitué depuis le début. Mais il est vrai que les revendications du courant féministe sont moins audibles que le reste des revendications citoyennes. Ce n'est pas lié uniquement au hirak. Le féminisme est une doctrine qui peine à s'imposer en raison de ses difficultés à se renouveler sur les plans sociologique et générationnel. Il peine aussi à sortir de son bastion idéologique, essentiellement progressiste, et à s'ouvrir à d'autres sensibilités, notamment les féministes d'obédience islamique.

## **Mouvement et organisation**

*Il semble y avoir un double décalage : entre la puissance du mouvement dans la rue et son expression théorique et revendicatrice, d'une part ; entre la série de victoires tactiques remportée par le hirak et le réajustement du système, d'autre part. Ce décalage est-il perçu et pensé au sein du mouvement ?*

Oui, complètement. Au cœur du bilan fait après un an de contestation, nous trouvons la difficulté de faire émerger des plans d'action, des projets construits, même si plusieurs tentatives ont eu lieu. Des organisations de la société civile ont tenu une conférence le 15 juin 2020 avec à la clé une feuille de route pour une transition démocratique. Les partis politiques d'obédience conservatrice ont élaboré une

proposition de sortie de crise en juillet 2019 et les partis progressistes en ont fait une autre en septembre. Mais la structuration de ce type de projets et leur diffusion exigent un minimum de libertés que la crispation sécuritaire interdit. Les acteurs politiques et associatifs du hirak n'ont plus accès aux médias et parviennent très difficilement à se réunir. Le harcèlement, les arrestations et les emprisonnements se sont multipliés.

*« Le maintien du soulèvement populaire comme une immense vague de contestation sans leadership, ni acteurs médiateurs est à la fois un avantage et un inconvénient » écrivez-vous il y a un an. D'un côté, c'est un marqueur de mobilisation, cela freine la répression, la cooptation et la clientélisation de ce leadership, « et contraint les élites dirigeantes à s'adresser directement à l'opinion publique et à chercher des solutions politiques qui puissent paraître attractives au mouvement populaire » (Volpi, 2019). D'un autre, l'absence d'interface ou de courroie de transmission avec le pouvoir, le manque de relais auprès des organisations structurées (partis, syndicats, etc.) ou d'institutionnalisation alternative rendent problématiques la mise en œuvre des transformations réclamées. Près de deux ans après le début du hirak, les coordonnées du dilemme demeurent-elles identiques ou des pistes de solutions ont-elles été avancées ?*

L'organisation et l'émergence d'acteurs crédibles sont au cœur de l'évolution même du hirak. Il s'agit d'une problématique extrêmement lourde, car sa complexité se situe à deux niveaux : le soulèvement populaire et les autorités. Le premier est la conséquence d'un parcours historique à propos duquel l'opinion publique ne retient que les mauvais aspects : récupération, clientélisation et trahison des leaders ayant précédemment mené des batailles politiques. À cela, s'ajoute l'image décriée des partis politiques qui, pris de cours, ont géré le soulèvement populaire sur la base d'un passif plus ou moins lourd, en fonction des formations politiques.

Le second niveau d'analyse comprend un aspect conjoncturel et structurel. En effet, l'Algérie souffre d'une véritable crise de production des élites, qu'il s'agisse d'élites politiques, économiques ou culturelles. Or, il s'agit d'une crise provoquée. Tout a été fait pour freiner l'émergence d'une pensée critique, indépendante, susceptible de proposer des alternatives au système de gouvernance. Les acteurs susceptibles de contrarier le statu quo ont été minorisés, marginalisés ou poussés à émigrer.

Quant à l'analyse conjoncturelle, l'obstacle concerne la crispation autoritaire et le recours à la censure, aux arrestations et aux emprisonnements. Cette donne explique, au moins en partie, l'incapacité des partis politiques qui restent dans l'opposition à jouer le rôle d'intermédiation qui est naturellement le leur. Bien qu'ils se soient fondés depuis des lustres, ils manquent cruellement de visibilité. Non seulement ils n'ont pas accès aux médias lourds (radios, télévisions), mais ils ne sont même pas autorisés à tenir des rassemblements ou des débats en dehors de leur siège.

*Je voudrais insister sur ce point. Vous aviez écrit que le mouvement posait un défi à l'opposition politique. Vous ajoutiez : « la méfiance et le rejet résolu de toute forme de représentation et d'encadrement du hirak, s'expliquent notamment par l'échec d'expériences passées. (...) La faiblesse de l'opposition est également une des explications du manque d'un leadership légitime à la tête du mouvement ». L'opposition politique a-t-elle relevé ce défi ? Le fossé entre le mouvement, d'un côté, les partis et syndicats, de l'autre est-il toujours aussi important ? De nouveaux acteurs sont-ils en train d'émerger ?*

Les partis politiques, dans leur écrasante majorité, restent prisonniers du statut qui était le leur avant le hirak. Certains sont restés engagés dans le mouvement et ont maintenu des positions tranchées à l'égard de l'agenda des gouvernants, mais le contexte de crispation sécuritaire, d'une part, et le passif relatif au parcours des partis politiques d'autre part, constituent un réel obstacle à une normalisation nécessaire. Les acteurs susceptibles d'émerger sont ceux qui animent déjà le hirak à travers les cercles de débat, les collectifs de quartier, les groupes dans certains syndicats. On en trouve au sein des étudiants, des avocats, des médecins, par exemple.

*Contemporaines du hirak, d'importantes manifestations se sont développées ailleurs dans le monde. Y a-t-il des échanges avec l'Irak, le Liban, le Soudan ? Les « vendredistes » inscrivent-ils le soulèvement aussi dans l'espace international, en lien avec les autres soulèvements ou le cadre de référence reste-t-il national ?*

A l'heure des réseaux sociaux, je crois qu'aucun événement ne peut rester cantonné à son échelle nationale. Il y a effectivement beaucoup d'échanges, de points de comparaison qui sont discutés de part et d'autre. Il existe en fait deux points de référence importants : l'un positif et l'autre négatif. Du côté de la première, il y a d'abord la Tunisie comme référence avancée. Vient ensuite le Soudan comme expérience contemporaine du soulèvement algérien. Chaque situation fournit un aspect de réflexion et d'action important : la Tunisie est un modèle par rapport aux positionnements stratégiques d'Ennahda ; tandis que le Soudan fournit un point de référence par rapport aux négociations et au rôle de l'institution militaire.

La référence négative est l'Égypte. Les vendredistes n'ont d'ailleurs pas manqué de marquer les événements notables, notamment la disparition du président renversé, Mohammed Morsi. À noter que la référence aux situations ayant dégénéré en guerre civile constitue l'hypothèse la plus faible, tant le caractère pacifique du hiraq est un principe fort. Un troisième catalyseur symbolique vient des manifestations qui, au Liban, à Hong Kong ou aux États-Unis, ont brandi des slogans s'inspirant des slogans algériens ou rendant hommage à leur pacifisme.

### Limites, contradictions et tensions

*La dimension morale de l'engagement au sein du hiraq est très puissante. Le rejet de la hogra (le mépris) et de la corruption de la classe politique gouvernante, l'affirmation d'une dignité semblent constituer la colonne vertébrale du mouvement. Il en va de même pour le choix de l'action pacifique (silmya). Cette charge morale est un facteur central de mobilisation, mais ne constitue-t-il pas un frein aussi à la politisation du mouvement ? Cela ne bloque-t-il pas le passage d'une « révolution civique » à une « révolution politique » ?*

La *silmya*, un frein ? Non, je ne crois pas. Je suis même tentée de dire le contraire. Ce qui serait un frein à une révolution civique, c'est la tentation radicale : la violence. Le capital moral et politique du hiraq constitue son caractère pacifique. C'est un capital moral, car ce soulèvement réclame le droit de faire de la politique autrement et d'être gouverné autrement. Quand il exige le « changement de système », c'est en premier lieu sa moralisation qu'il revendique. Ensuite, la *silmya* de l'action est rattachée à la légitimité des revendications. La légitimité est une notion complexe que les Algériens se sont pourtant complètement appropriée.

La *silmya* est aussi la réponse aux menaces explicites et aux épouvantails brandis pour dissuader l'opinion publique de réclamer un changement politique. N'oublions pas que pendant trente ans, les Algériens ont été nourris de discours angoissants, faisant de la violence fratricide le corolaire inévitable d'un changement. Faisant fi de ce traumatisme, le soulèvement populaire a réussi à démontrer le contraire. C'est sa plus grande victoire. Pour l'avenir du soulèvement populaire, comme pour celui de l'Algérie, il est important que changement politique et non-violence ne soient plus jamais dissociés.

*Contrairement aux printemps arabes ou aux émeutes algériennes de 1988, il n'y a pas, à l'origine du hiraq, de déclencheurs socio-économiques, même si, bien sûr, ils jouent un rôle, et constituent comme « la toile de fond du hiraq »<sup>2</sup>. Mais comment expliquer que ce type de revendications n'apparaît pas ? Faut-il y voir le soin de préserver l'unité du mouvement en laissant en suspens des questions clivantes ?*

Les revendications socio-économiques ne sont pas clivantes, contrairement aux questions idéologiques. Les raisons de leur absence remarquée sont de deux ordres. Le premier est volontaire : le hiraq a décidé de s'inscrire dans un registre exclusivement politique, pour bien montrer sa singularité par rapport aux précédentes et nombreuses autres formes de contestation. Par ailleurs, il considère que la solution aux problèmes économiques passe par le changement de toute la gouvernance. La seconde raison est, à mon avis, liée à la faiblesse structurelle des organisations corporatistes [syndicats] qui, même si elles l'avaient voulu, auraient eu beaucoup de mal à mobiliser.

---

<sup>2</sup>. « La situation économique générale de l'Algérie et ses perspectives particulièrement alarmantes forment incontestablement la toile de fond du hiraq. Certes, ce mouvement massif de la société tout entière mobilisée pour l'État de droit et le respect des libertés publiques est avant tout de nature politique. Mais le changement revendiqué par la majorité du peuple est très largement déterminé par une exaspération ancienne, de plus en plus lancinante, nourrie par des réalités sociales en dégradation rapide dans un horizon menaçant » (Benderra, Gèze, Lebjaoui, Mellah, 2020).

En revanche, dans la période post-pandémie, la situation des ménages comme celle des acteurs économiques s'est largement détériorée. Les acteurs du hirak réussiront-ils à mettre en corrélation les revendications socio-économiques et politiques ? C'est l'un des défis de la prochaine étape car dans le cas contraire, les gouvernants pourraient utiliser des mouvements sociaux dépolitisés contre le soulèvement populaire.

## Devenir

*Au tout début du hirak, Nadir Djermoune écrivait à propos de ce soulèvement : « son devenir à plus long terme dépendra en dernière instance de son niveau d'organisation, de la nature de la direction qui en sortira et du poids qu'y auront acquis les diverses forces sociales et politiques » (2019). Partagez-vous cette analyse ? Un an et demi plus tard, qu'elle en est votre lecture ?*

Je partage complètement cette analyse ! J'ajouterai d'autres éléments, notamment la donne internationale. Comme l'expliquait Akram Belkaïd lors d'un débat organisé la veille du 5 octobre 2020 [qui marque l'anniversaire du soulèvement populaire du 5 octobre 1988] – et d'autres ont fait le même constat –, la configuration internationale est manifestement un obstacle à un changement politique profond en Algérie. Les positionnements des acteurs régionaux et internationaux suggèrent clairement une préférence pour le statu quo politique, synonyme de stabilité, de contrôle de la migration clandestine, de sous-traitance sécuritaire, de collaboration économique peu transparente... Structurelle, cette lecture court-termiste et sécuritaire est sans doute renforcée par le fait que les démocraties occidentales traversent, elles aussi, une crise existentielle dont le populisme, la violence, l'abstentionnisme ou la xénophobie sont quelques-uns des symptômes.

*Frédéric Volpi écrit que le « caractère épisodique » (chaque mardi et vendredi) et « pacifique du mouvement » ne crée pas les conditions de l'exercice d'une forte pression sur le régime, n'est pas en mesure d'entamer « de façon significative, les ressources économiques et sécuritaires du régime. (...) Par conséquent, le régime peut se contenter de gérer la situation dans la durée. (...) mais en revanche, une accélération et/ou une radicalisation du mouvement nécessiterait obligatoirement une capacité à mobiliser de nouvelles ressources de la part des manifestants, ce qui reste fortement hypothétique » (2019). Les manifestants ont-ils conscience de cette faiblesse : le non-blocage de l'économie algérienne ? Y a-t-il eu des tentatives de mettre le curseur des mobilisations sur la production ? Pensez-vous comme Volpi que l'intensification et la radicalisation du rythme et des cibles des mobilisations soient à la fois nécessaires et hypothétiques ?*

Les manifestations de rue n'ont jamais, à elles seules, réussi à imposer un changement politique. Le rôle de ces démonstrations de force est toujours d'exercer une pression puissante sur les tenants du pouvoir. Effectivement, plus ces manifestations sont intenses, plus l'impact socio-économique et donc politique est grand. A contrario, des manifestations bihebdomadaires ne peuvent pas paralyser le fonctionnement de l'administration, de l'activité économique... Mais les hirakistes le voulaient-ils ? En supposant que oui, ce qui n'est pas certain, le pouvaient-ils ? La réponse à la seconde question est non.

Les acteurs intermédiaires susceptibles de mobiliser les secteurs économiques, les services et l'administration n'étaient pas en mesure de le faire. Le plus grand syndicat du pays, l'UGTA [Union générale des travailleurs algériens], est resté dans le giron gouvernemental, en sacrifiant son chef honni par l'opinion publique. En fait, l'émergence de nouveaux acteurs politiques, économiques, associatifs, médiatiques n'est pas seulement nécessaire pour le hirak, mais aussi pour l'avenir de l'Algérie.

## Bibliographie

Benderra O., Gèze F., Lebjaoui R., Mellah S. (2020), *Hirak en Algérie. L'invention d'un soulèvement*, Paris, La Fabrique.

Djermoune N. (2019), « Éléments de réflexion sur la déferlante populaire en Algérie », *Contretemps*, 4 mars.

Hamadouche D.-A. L., Zoubir Y. (2018), « Algérie : résistances et contre-résistances », *État des luttes. Moyen-Orient et Afrique du Nord*, Paris/Louvain-la-Neuve, Syllepse/CETRI.

Hamadouche D.-A. L. (2019), « Le face à face hirak – pouvoir. La crise de la représentation », *L'Année du Maghreb 2019*, vol. 2, n°21.

Volpi F. (2019), « Le mouvement protestataire algérien de 2019 à la lumière de la théorie des mouvements sociaux et des Printemps arabes », *L'Année du Maghreb 2019*, vol. 2, n°21.

**Cet article est paru sur [www.cetri.be](http://www.cetri.be)**

**Louisa Dris-Aït Hamadouche est professeure à la Faculté des sciences politiques et des relations internationales à l'Université d'Alger 3, membre du comité de rédaction de *L'Année du Maghreb* et responsable de la section Algérie.**



**Centre tricontinental - CETRI**

av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
cettri@cettri.be - [www.cetri.be](http://www.cetri.be)

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon

